



## Assemblée générale

Distr. générale  
30 septembre 1999  
Français  
Original: anglais

---

### Cinquante-quatrième session

Point 9 de l'ordre du jour

#### Débat général

### **Lettre datée du 22 septembre 1999, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration écrite de la délégation du Royaume-Uni exerçant son droit de réponse aux remarques faites par S. E. M. Carlos Menem, Président de l'Argentine, le 21 septembre 1999 à l'Assemblée générale (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 9 de l'ordre du jour.

(Signé) Jeremy Greenstock

## Annexe

### **Déclaration de la délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord exerçant son droit de réponse aux remarques faites par le Président de l'Argentine lors du débat général le 21 septembre 1999**

À l'instar du Président de l'Argentine, le Gouvernement britannique se félicite du renforcement des relations entre les deux pays au cours de l'année écoulée, renforcement dont ont témoigné la visite du Président et celle du Prince de Galles et la signature en juillet par les délégations britannique et argentine d'un accord sur les dispositions pratiques à adopter pour que les citoyens argentins aient accès aux îles Falkland et que des liaisons aériennes soient établies avec l'Amérique du Sud et des mesures prises pour améliorer la coopération dans le domaine de la pêche et lutter contre le braconnage des stocks de poissons. Ces mesures représentent des progrès notables dans les relations bilatérales et marquent une étape importante sur la voie de la réconciliation.

Il n'existe toutefois aucune disposition dans l'accord remettant en question la position du Royaume-Uni concernant sa souveraineté sur les îles Falkland : le Royaume-Uni n'a aucun doute quant à sa souveraineté sur les îles Falkland et les autres dépendances britanniques dans l'Atlantique Sud.

Il convient de respecter les souhaits des habitants des îles Falkland. Leurs représentants élus ont exprimé leurs vues sans aucune ambiguïté lorsqu'ils se sont rendus cette année à l'Organisation des Nations Unies pour participer aux débats du Comité des Vingt-Quatre. Ils ont prié le Comité de reconnaître qu'ils pouvaient exercer leur droit à l'autodétermination comme tout autre peuple vivant en démocratie. Ils ont réaffirmé que les habitants des îles Falkland ne voulaient pas faire partie de l'Argentine.

L'accord conclu cette année a toutefois montré clairement que le Royaume-Uni et l'Argentine étaient capables de régler leurs différends en matière de souveraineté et d'adopter des dispositions pratiques sur des questions présentant un intérêt pour les deux pays dans l'Atlantique Sud. Le Gouvernement britannique est convaincu que les relations entre les deux pays continueront de s'épanouir dans cet esprit de réconciliation et de coopération et dans l'intérêt mutuel.

---